

## Edito Vision du chef de l'Etat !

Au cours de l'émission " Le Débat " du vendredi 10 juin sur Top Congo FM, un auditeur avait posé la question de savoir : pourquoi nos ministres réduisent ou justifient toutes leurs actions à la " Vision " du chef de l'Etat. Le mot vision du chef de l'Etat est devenu un terme générique. Et de conclure : " le président de la République est-il un prophète ? ".

C'est avec raison ce questionnement de ce compatriote. En effet, après l'investiture de l'actuel gouvernement, son porte-parole et ministre de la Communication et médias avait clairement soutenu, la main sur le cœur, que l'heure de changer le narratif a sonné. De bonne foi, le Congolais lambda l'avait cru. Car, c'est un gouvernement qui s'était autoproclamé des Warriors. Avant même qu'on ne voit ses membres à l'œuvre. Malheureusement, les politiciens congolais ne sont pas encore prêts à sortir des sentiers battus. Surtout dans leur langage. Seul le chef de l'Etat est visionnaire, mieux il est le Guide clairvoyant et éclairé. Ce constat est d'autant plus vrai que chaque fois qu'un ministre prononce un discours ou la parole lui est accordée, sur 15 minutes, 300 bonnes secondes sont consacrées à rappeler " la vision du chef de l'Etat ". Est-ce une façon pour eux de prévenir que si les choses ne marchent pas, c'est la faute au visionnaire ? C'est parce que l'orientation du président de la République n'a pas été bonne ? NON. Il est connu que le gouvernement est investi sur base d'un programme gouvernemental bien ficelé par chaque ministère sectoriel après avoir reçu les orientations du chef de l'Etat. Coordonné bien entendu par le Premier ministre qui supervise sa rédaction, mais chaque ministre a sa partition à jouer dans ce programme. Evoquer à chaque occasion la vision du président de la République est, ni plus ni moins, une manière de cacher son insuffisance à appliquer l'action gouvernementale qui relève de son secteur.

Avec l'avènement de Félix Tshisekedi au pouvoir et surtout après le divorce entre lui (CACH) et le FCC, le Congolais croyait que le narratif changerait. Et bien, force est de constater que nos politiciens ne sont pas prêts à se séparer des oripeaux mobutistes. Si Mobutu était devenu un potentat, c'est en partie à cause de la faire passer pour le seul et l'unique visionnaire. Alors, peut-on dire que si certains hauts magistrats aujourd'hui s'enfoncent dans la dérive, c'est aussi à cause de la vision du chef de l'Etat ?

Il est plus que temps que nos ministres et autres hauts fonctionnaires s'emploient à construire un Etat (Etat congolais) tel que voulu par Montesquieu et non à " caresser dans le sens du poil " le président de la République au point de la faire passer pour le centre de la terre.

En son temps, constatant ce " djaleloïsme " à outrance, Mobutu n'avait-il déclaré tout haut, malheureusement sans être écouté ni compris par les thuriféraires : " Le président-fondateur n'est pas un magicien. Seul, il ne peut rien, mais avec la complicité de son peuple (des ministres y compris), il peut tout "

LRP

## Pendant que Kamerhe et Jammal ont été blanchis dans l'affaire des maisons préfabriquées

# La Tanzanie menace de les vendre aux enchères

(Lire en page 16)

\* Les 216 conteneurs qui semblent abandonnés sont devenus encombrants pour les autorités portuaires tanzaniennes. Malgré de multiples correspondances envoyées au gouvernement congolais, personne ne s'est présentée pour réclamer

\* Pourquoi après avoir laissé passer tous ces temps avant de lever ces conteneurs dans les deux ports étrangers où ils sont entreposés ? Aujourd'hui, non seulement il faudra, outre la douane, payer les frais d'entreposage ainsi que des pénalités

Après avoir été vilipendé à moelle

## Blanchi, Kamerhe nous revient requinqué spirituellement

(Lire en pages 8-10)

Signature de deux contrats dans le domaine des infrastructures avec l'entreprise turque Summa

## La réhabilitation et la modernisation de la FIKIN en bonne place

(Page 6)

Les évêques de la RDC, du Rwanda et du Burundi s'engagent à œuvrer pour la paix et l'unité des peuples dans la région

(P. 11)

## Annonce

Projet PEPUR - Marché M6

Tableau synthèse des résultats du processus d'attribution du marché.....P. 7

Diplomatie : le gouvernement paye les arriérés des diplomates congolais à l'étranger évalués à 10,013 millions USD et 4,078 millions d'euros

(Lire en page 2)

## English Issue

The execution of the Congolese State budget as of June 30th, 2022 relatively satisfactory, according to the government (P. 15)

**Révision du fichier électoral et préparatifs de prochaines élections générales en RDC**

**La Céni procède à l'ouverture officielle des plis pour des Kits électoraux**

Par **Bibiche Mungungu**  
Le président de la Commission Électorale Nationale Indépendante (Céni),

organisée dans le plan de la Commission Électorale Nationale Indépendante (Céni) pour l'exercice budgétaire en cours.

Il a rassuré que le présent marché comprend un lot unique en vue d'acquiescer un dispositif devant permettre à la Céni d'enrôler les électeurs, de délivrer les cartes d'électeurs immédiatement après l'enrôlement et d'appuyer la constitution d'un fichier électoral révisé devant servir de base à la production des listes électorales et éventuellement pour les scrutins à venir. " Ce fichier fera ainsi partie intégrante par la suite du fichier général de la population ", a insisté le président de la Céni.

Il est vrai que la gestion des marchés publics repose essentiellement sur les principes de liberté d'accès à la commande publique, de prise en compte de l'expertise et des compétences, d'égalité de traitement des candidatures dans les procédures y relatives. Il est temps pour cette institution d'appui à la démocratie de veiller sur ces prérequis.

Conformément au calendrier dudit dossier d'Appel d'Offres International, la Céni est appelée à les analyser dès lundi 11juillet 2022, a expliqué le secrétaire permanent de la CGPM qui a présenté les différentes offres du présent



Denis Kadima Kazadi a présidé la cérémonie d'ouverture des plis des Avis d'Appel d'Offres International (AAOI) lancé depuis le 16 juin 2022 pour l'acquisition des kits d'enrôlement. La cérémonie a eu lieu, vendredi 08 juillet 2022 en la salle de réunion Abbé Apollinaire Malu Malu, en présence des membres du bureau et de la plénière de la Centrale électorale et des différents soumissionnaires et partenaires de la République Démocratique du Congo. Cette séance publique a été

Dans son adresse, le président de la Céni, Denis Kadima Kazadi a indiqué que l'acquisition des kits d'enrôlement des électeurs, des cartes d'électeurs et des services connexes est un marché d'une extrême importance dans le cadre de la révision du fichier électoral et des préparatifs de prochaines élections générales en République démocratique du Congo. Il a saisi cette occasion pour remercier tous les soumissionnaires qui ont répondu à l'appel de la Céni.



marchés publics repose essentiellement sur les principes

marché.

**Diplomatie : le gouvernement paye les arriérés des diplomates congolais à l'étranger évalués à 10,013 millions USD et 4,078 millions d'euros**

Le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Christophe Lutundula Apala, a présenté

le rapport d'étape sur quelques initiatives prises et les actions réalisées dans le but d'insuffler le changement

golaise. En ce qui concerne l'apurement du contentieux financier, tous les arriérés des

sades et des maisons ou appartements de résidence des diplomates pour les exercices 2020 et 2021 (évalués à 10,013 millions USD et 4,078 millions d'euros) ont été payés, excepté pour 5 ambassades qui ont communiqué en retard leurs coordonnées bancaires ou celles de leurs bailleurs.

A cela s'ajoute, le paiement de 1,480 million de francs suisses, représentant plus de la moitié de la dette de la représentation congolaise à Genève, accumulée depuis la deuxième république. Hormis ceux du dernier trimestre 2020 dont le paiement est en cours, il n'existe plus d'arriérés de salaire collectifs des diplomates, a précisé le vice-Premier ministre, Christophe Lutundula.



**Christophe Lutundula, Vice-premier ministre, ministre des Affaires étrangères**

au Conseil des ministres, tenu le vendredi 8 juillet der-

dans la politique extérieure et de relancer la diplomatie con-

loyers des immeubles abritant les services des ambas-

**José Wak**

**La Référence Plus**

Quotidien d'Informations Générales  
Adresse : Croisement des Avenues 24 Novembre - Ngele / C. Lingwala (en face de l'Académie des Beaux Arts)  
Phone : 0999923379  
E-mail: reference\_20ans@yahoo.com  
B.P. : 12520 Kinshasa I  
Autorisation de publication N°041/SGC/063/92  
\*\*\*\*\*

**Editeur-Directeur Général**

André Ipakala Abeiye M.  
0999923379

**Directeur de la Publication**

Félix Kabwizi Baluku  
0999913816

**Directeur de la Rédaction**

Théo Kimpanga N'Key I.  
0999949445

**Assistante de l'EDG**

Eveline Badika  
0814234602

**Rédacteurs en Chef**

Franck Mona K. (Politique)  
0999911984

**N. Rachidi (Provinces)**

**Secrétaires de Rédaction**

Déo Mulima (0998405728)  
Martinez Ngaluka  
(0998893030)

Dominique Kadimamuya  
(0991564565)

**Chefs de Rubriques**

José Wakadila (Société)  
0998129128

**Rédaction Générale**

José Wakadila,  
Bibiche Mungungu,  
Anastasia Mukawa  
(0990012819, 0825329453)  
Génie Mulobo (0999954394)  
Julie Ngalula T.  
Grace Ngyke  
Mireille Mpemba  
Makinzolela Menayeto

**English Issue**

John Nkwady Kankolong

**Représentations provinciales**

- **Bandundu** : Mayele  
- **Kasai - Oriental** :

- **Maniema** : Patrick Kamombu  
- **Nord-Kivu** : Sumaili Pene  
Djadi

- **Province Orientale** :

Gilbert Risasi  
- **Sud - Kivu** :

Asani Abdallah

**Etranger**

- Congo Brazza: Itcha Djata

**Service Technique**  
Anastasia Mukawa Kimina  
Génie Mulobo Mwadi  
West (0810774823)

Patrick Mbuyi (WM) 08151  
44914 - 089 5098679

**Administration**  
Janvier Band'Aka-Suro  
Mireille Thansya  
(0998540079; 0896154045)

Tina Ngindu

**Finances & Vente**  
Jean-Pierre Mobiko  
(+243815093722)

Pascaline Boyingandi  
Gaby Lego  
Fiston (0840513276)

Aimée Bwanga  
Esther Seluwa

**Imprimerie**  
ILAREF

## RDC : plus de 20 000 armes détruites dans 4 provinces

Plus de vingt mille neuf cent vingt-trois armes sécurisées et plus de mille six cent cinquante-huit armes défectueuses ont été détruites samedi 9 juillet dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, de l'Ituri et du Kongo-Central.

" Ces armes ont été retirées par la MONUSCO auprès de groupes armés mais aussi des dépôts de la Police nationale congolaise (ONC), et des Forces armées de la RDC (FARDC). Il y a eu aussi 952 coffres forts installés au bénéfice de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN), les FARDC et la PNC ", a déclaré le coordonnateur de la Synergie de lutte anti-mine (SYLAM), Marion Ngavho, à l'occasion de la journée internationale de destruction des armes légères et de petits calibres.

Selon lui, la lutte contre la circulation des armes légères et de petits calibre (ALPC), fait encore face à d'énormes défis, entre autres la mauvaise gestion observée dans les dépôts des munitions, la porosité des frontières,

la présence des groupes armés mais aussi les défections des militaires qui partent avec armes et munitions.

M a r i o n Ngavho salue tout de même des actions menées par la commission nationale de contrôle des ALPC.

" Il y a eu 8 armureries qui ont été construites. Plus de 8 000 officiers des forces de sécurité congolaise ont été formés dans la gestion des ALPC. Depuis le 6 janvier 2019 à ce jour, nous avons eu 7 000 armes de la PNC et des FARDC qui ont été marqués ça

veut dire sur lesquelles on a mis les

tamment la persistance criminalité à



Goma, Nord Kivu. Le DRRR a organisé le 7 juillet 2017 une cérémonie de destruction d'armes collectées auprès des groupes armés congolais et étrangers, dans le cadre du processus DRRR. Photo MONUSCO/ Myriam Asmani

numéros pour être identifier... ", a-t-il indiqué.

Le coordonnateur national de SYLAM déplore par ailleurs les conséquences due à cette prolifération d'armes no-

l'Est de la RDC, l'enrôlement et exploitation des enfants, le pillage des ressources et bien d'autres.

RO/LRP

## Beni : l'armée demande aux " bons patriotes " de quitter les groupes armés

" Aux bons citoyens, aux bons patriotes de quitter la brousse et de revenir à la raison ". C'est le message clé lancé par l'armée samedi 9 juillet, au lendemain de la tuerie d'une dizaine des civils dans la commune de Lume par un groupe Maï-Maï. A cet effet, l'armée appelle les jeunes au bon sens et à quitter la brousse pour la paix.

" Nous devons nous désolidariser d'abord d'avec les groupes armés. Et si la population aime la paix, elle est obligée de collaborer avec sa seule armée qui existe, ce sont les FARDC. Donc, nous sommes obligés de travailler ensemble avec notre population. Et aussi, aux brebis galeuses qui sont de notre côté, c'est-à-dire des FARDC, nous leur rappelons que nous sommes obligés de bien nous comporter face à la population, parce que nous travaillons pour cette population. Donc, les ennemis restent les ADF et leurs supplétifs. Et la population doit



Le porte-parole du secteur opérationnel Sokola 1 grand Nord, le capitaine Anthony Mwalushayi. Février 2022. Radio Okapi/Ph. Marc Maro Fimbo

nous appuyer pour en finir ", a lancé le capitaine Anthony Mwalushayi, porte-parole des opérations Sokola 1 Grand nord dans la province du Nord-Kivu.

" A tous ces jeunes-là qui sont encore dans les groupes armés, écoutez : le Président de la République, notre commandant suprême a déjà donné sa main aux belligérants de quitter les groupes armés et suivre le processus de désarmement. Donc, tous ceux qui ne veulent pas obtempérer à cet appel, nous allons les considérer comme ennemi de la paix. Aux bons patriotes, de quitter la brousse et à revenir à la raison ", a-t-il ajouté.

Ces Maï-Maï, qui ont tué quatorze personnes, ont aussi attaqué le sous commissariat de la police de Lume. L'armée a capturés trois d'entre eux qui vont être auditionnés à Beni, indique le capitaine Anthony Mwalushayi.

RO/LRP

## Guerre dans l'Est de la RDC : CAFCO fustige le silence de la communauté internationale

Le Cadre de concertation permanent de la femme congolaise (CAFCO) a fustigé, samedi 9 juillet, le silence de la communauté internationale face à la guerre dans l'Est de la RDC.

La présidente provinciale de cette organisation au Kasaï-Oriental, Gertrude Ndaya, a livré cette position dans un point de presse, tenu à Mbuji-Mayi.

" Nous femmes du Kasaï-Oriental, sous l'égide de CAFCO, nous sommes rassemblées ce jour pour condam-

ner le silence de la communauté internationale sur le génocide congolais qui se réalise dans l'Est de la RDC. Dénoncer le complot et le plan machiavélique mis en marche pour la balkanisation de notre pays et pour perpétrer le pillage de nos minerais ", a-t-elle déclaré.

Habillées en noire, ces femmes membres du CAFCO ont également condamné le maintien par le Conseil de l'ONU de l'embargo sur l'achat des

armes sur la RDC.

" Nous fustigeons la décision du Conseil de sécurité de l'ONU en prolongeant l'embargo sur les armes, privant ainsi la RDC des moyens de défendre son intégrité. Nous compassionnons avec nos frères et sœurs de l'Est, la RDC est une, indivisible et le restera à jamais ", a ajouté Gertrude Ndaya.

Ces femmes ont affirmé leur soutien indéfectible au commandant su-

prême des FARDC et de la PNC, et a l'Etat de siège décrété dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri.

Elles ont ensuite réaffirmé leur soutien aux FARDC :

" Nous encourageons nos vaillants militaires qui combattent sous le drapeau et le rassurons de notre soutien. Enfin, nous proclamons la victoire de nos vaillants militaires sur les forces du mal ".

RO/LRP

## RDC : CNPAV invite CMOC à divulguer toutes les données relatives aux réserves minières du projet Tenke Fungurume Mining

Pour manque de transparence sur les données relatives aux réserves du projet Tenke Fungurume (TFM) à l'endroit de la Gécamines, la Campagne Congo n'est pas à Vendre (CNPAV) invite CMOC à divulguer toutes les données relatives aux réserves minières du projet Tenke Fungurume Mining.

A en croire le consortium CNPAV, la publication de ces données facilitera le calcul et le paiement à la Gécamines des redevances supplémentaires sur les réserves additionnelles découvertes conformément à l'avenant 1 de la convention minière.

Dans un communiqué publié mercredi 7 juillet, le collectif CNPAV a indiqué qu'il suit avec attention le conflit opposant la Gécamines et CMOC (actionnaires du projet Tenke Fungurume Mining (TFM) au sujet de la quantité des réserves minières et du paiement des redevances additionnelles à la Gécamines sur les réserves additionnelles de cuivre découvertes. Le CNPAV appelle ainsi CMOC à mettre à la disposition de la Gécamines et du Gouvernement congolais toutes les données relatives aux réserves minières, en particulier les réserves additionnelles prouvées

et probables découvertes, et à faciliter le paiement par TFM des redevances additionnelles subséquentes à la Gécamines suivant les termes de l'ar-

de la République Démocratique du Congo.

Le CNPAV dénonce le manque de transparence de la part de CMOC sur

négativement impacter les revenus de l'Etat, des entités infra-nationales, la main-d'œuvre locale ainsi que l'économie de la RDC.



Le logo de la CNPAV

de la convention minière.

D'après les informations collectées par les organisations membres du CNPAV, l'actionnaire CMOC a, depuis plusieurs années, sous-estimé les réserves minérales de TFM pour échapper au paiement des redevances additionnelles à la Gécamines dont la moitié est destinée au Trésor public

les données relatives aux réserves du projet TFM vis-à-vis de son partenaire Gécamines et le non-paiement des redevances additionnelles depuis plusieurs années.

Cette organisation de la société civile congolaise dit craindre que la persistance de ce conflit, ayant déjà conduit à la suspension de la commercialisation et de l'exportation des produits miniers de TFM, ne puisse

C'est ainsi que le CNPAV rappelle à l'Etat congolais et à la Gécamines que les redevances supplémentaires dues dans le cadre du projet TFM doivent être affectées aux projets d'intérêt national et au redressement de la Gécamines, à travers l'amélioration de son outil de production.

ZoomEco/LRP

## RDC : grâce à l'action de l'APLC au Lualaba, le Trésor public a capitalisé près de 300 millions USD au premier semestre 2022

Le Trésor public de la République Démocratique du Congo (RDC) a capitalisé près de 300 millions de dollars américains au cours du premier semestre de l'année 2022 grâce aux actions menées par l'Agence de prévention et de lutte contre la corruption (APLC) dans la province du Lualaba.

Ce chiffre a été dévoilé, le jeudi 7 juillet 2022, par le Coordonnateur adjoint de l'APLC chargé des plaintes, des enquêtes et des investigations, Michel-Victor Lessay, au cours d'une conférence de presse à Kinshasa.

C'est en effet un argument de taille, estime-t-il, pour faire taire toutes les mauvaises langues qui tentent à faire croire que l'Agence de prévention et de lutte contre la corruption était le maillon faible de la lutte contre la corruption en RDC.

" Lors d'une mission que j'ai effectuée en avril dernier dans la province du Lualaba, les autorités m'ont fait savoir que grâce à l'action menée par nos équipes, le Trésor public a pu bénéficier de près de 300 millions USD ", a affirmé le Coordonnateur adjoint chargé des plaintes, des enquêtes et

des investigations, Michel-Victor



Lessay.

Par rapport aux actions menées sur le terrain, Michel-Victor Lessay a expliqué que l'APLC a ciblé, pour l'instant, trois provinces du pays dont la ville province de Kinshasa où plusieurs actes et faits assimilés à la corrup-

tion ont été démantelés et des poursuites judiciaires ont été lancées contre les auteurs présumés de ces actes.

Dans la province du Kongo Central, les enquêtes ont été menées aux ports de Matadi et Boma.

Par contre au Lualaba, les équipes de l'Agence de prévention et de lutte contre la corruption mènent des enquêtes sur le paiement des redevances minières aux Entités territoriales décentralisées par les sociétés minières, sur la corruption et les faits assimilés liés à la soutenance minière mais également à la problé-

matique de non rapatriement des fonds à l'exportation des produits miniers.

A la question de savoir pourquoi l'Agence de prévention et de lutte contre la corruption ne communique pas sur ces investigations, le Coordonnateur de l'APLC, Thierry Mbulamoko, a indiqué que cela se justifie par la nature et des missions spécifiques assignées à cet établissement public.

" Nous sommes un service spécialisé au sein du cabinet du Président de la République. Donc, nous sommes soumis à une série de règles notamment le devoir de réserve. Deuxièmement, nous sommes une agence qui est chargée de faire des enquêtes et des investigations. Nous manipulons des informations et des renseignements sensibles. Pour cette raison, nous ne pouvons pas donner tous les détails lors des investigations. "

Pour le Coordonnateur de l'APLC, Thierry Mbulamoko, le fait de dévoiler ou d'annoncer les dossiers sur lesquels travaillent les équipes peut occasionner des fuites des dossiers.

ZoomEco/LRP

## Conseil des ministres : Félix Tshisekedi pour la relance de la SOCIR et de l'usine de production des bitumes

Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a reconnu la nécessité et l'urgence de relancer les activités de la Société congolaise des industries de raffinage (SOCIR SA) et celles de l'usine de production des bitumes, au cours de la 61<sup>ème</sup> réunion du conseil des ministres qu'il a présidée, vendredi 8 juillet, par visioconférence.

" Le président de la République a tenu à rassurer que cette relance devrait permettre à la SOCIR de jouer également son rôle, non seulement logistique mais surtout celui d'usine de raffinage du pétrole brut, en vue d'assurer l'approvisionnement du marché national en produits pétroliers ", a dit le porte-parole du gouvernement, ministre de la Communication et médias, Patrick Muyaya Katembwe, lors du compte rendu de la réunion de ce conseil des ministres. Selon lui, le chef de l'Etat a révélé que les deux unités de production de mixions de bitumes neuves, une fois mises en service, permettront la fabrication journalière de mille (1.000) tonnes de bitume, en chargeant ainsi la ministre d'Etat, ministre du Portefeuille d'accélérer le processus devant aboutir à la mise en place d'une commission spéciale composée des délégués des parties prenantes, afin de dresser l'état des lieux et d'élaborer le plan de relance de cette société et d'en faire rapport prochainement au conseil des ministres. Félix Tshisekedi a également déploré le vol des câbles électriques et les cas de vandalisme à répétition signalés dans la province du Lualaba, sur la ligne de transport d'électricité à haute tension, entraînant ainsi des coupures au niveau des centrales d'Inga et des perturbations de la desserte en énergie électrique.

Face à la recrudescence des actes de vol de ces conducteurs et des cornières des pilonnes qui s'apparentent à un véritable sabotage de l'économie nationale, le vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur, sécurité, décentralisation et affaires coutumières et le ministre des Ressources hydrauliques et électricité ont été chargés de présenter, lors de la prochaine réunion du conseil des ministres, une proposition des mesures efficaces en vue d'éradiquer ce fléau et mettre définitivement hors d'état de nuire les inciviques responsables de ces actes, a fait savoir le porte-parole du gouvernement.

Le ministre Muyaya a laissé entendre qu'une série d'actions devrait notamment intégrer les mesures préventives, telles que la sensibilisation de la population, la surveillance du réseau des lignes à haute tension à l'aide des moyens technologiques modernes et la traque des réseaux des receleurs, avant d'ajouter qu'au-delà des mesures précitées, il s'avère aussi indispensable de réfléchir sur la possibilité d'utiliser les matériaux alternatifs et modernes pour traquer ces hors-la-loi.



" Le président de la République a salué le démarrage en juin 2022, sous l'encadrement du ministère de l'Industrie, de la production, par une société de droit congolais " PROTON ", des câbles électriques " made in DRC " à partir du cuivre cathodique produit dans le Haut-Katanga. Cette réalisation qui a constitué un motif de fierté pour tous les Congolais, s'inscrit parfaitement dans la stratégie de notre pays qui cherche à transformer localement ses ressources minières pour plus de valeur ajoutée et plus d'intérêt ", a signifié Patrick Muyaya, avant de faire savoir que le gouvernement de la République, à travers les ministres de l'Industrie, des Mines, du Commerce extérieur, de l'Economie nationale, des Ressources hydrauliques et électricité, a été invité à accompagner des tels investissements pour assurer l'éclosion de l'industrie locale et améliorer la compétitivité et l'exportabilité des produits locaux.

Le chef de l'Etat a également appelé à accélérer le projet de création d'une chaîne des valeurs dans le secteur des batteries électriques et des énergies propres tel que convenu avec la République de Zambie, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et plusieurs banques multilatérales de développement.

Dans le même ordre d'idées, les ministres du Portefeuille et des Mines ont été chargés d'œuvrer davantage pour permettre à la Société minière de Kilo-Moto (SOKIMO), la Société aurifère du Kivu et du Maniema (SAKIMA) et d'autres entreprises minières publiques de relancer leurs activités de production, notamment par l'implantation des usines de transformation, en particulier de raffinerie d'or.

### Garantir les droits des communautés locales en matière d'exploitation forestière

Selon le ministre de la Communication et médias, le président de la République a souligné, en outre, la nécessité de garantir les intérêts des populations vivant dans les zones forestières avec l'établissement d'espaces des forêts sécurisées des com-

munautés locales, encadrées par le Code forestier.

Pour le chef de l'Etat, ce secteur est l'un des moteurs de l'économie rurale et constitue une source non négligeable des revenus de plusieurs millions des congolais.

" L'exploitation artisanale du bois étant réglementée par la loi, il a été rappelé l'obligation d'assurer plutôt des mesures d'encadrement idoines en lieu et place d'une totale privation des sources des revenus à nos compatriotes. Conformément au décret du 02 août 2014, fixant les modalités d'attribution des concessions forestières aux communautés locales, spécifiquement en ses articles 3, 4, 5, 15 et 18, les autorités provinciales des zones concernées ont été invitées à s'acquitter diligemment de leurs obligations légales en la matière ", a signifié le ministre Muyaya, avant de renchérir que ces mesures permettront de prévenir les abus et fraudes liés à l'exploitation artisanale et assurer aux populations la pleine jouissance des ressources naturelles et favoriser une gestion durable de nos forêts.

Le vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur, sécurité, décentralisation et affaires coutumières a été chargé de

s'assurer de la bonne exécution des prérogatives dévolues aux gouverneurs des provinces en matière de gestion forestière et ce, en harmonie avec la vice-première ministre, ministre en charge de l'Environnement et développement durable.

Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a insisté sur la nécessité d'accélérer l'amélioration de la traçabilité du bois ainsi que la mise en place des partenariats pour assurer une transformation locale totale du bois congolais au profit de sa population.

### Poursuivre les efforts de dédollarisation de l'économie nationale

Pour sa part, le Premier ministre, chef du gouvernement Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge, a rassuré au conseil la détermination du gouvernement à poursuivre ses efforts de dédollarisation de l'économie nationale et de consolidation de la réserve d'échange, de résilience de la stabilité de la monnaie nationale.

" Dans cette perspective, il est envisagé, au terme de la dernière réunion du comité de conjoncture, un dispositif de plafonnement des dépenses à payer en monnaie étrangère et que les institutions publiques doivent privilégier les dépenses en monnaie nationale ", a poursuivi le chef du gouvernement qui a révélé que la limitation de retrait en dollars s'inscrit ainsi dans le cadre de la dédollarisation de l'économie et de la promotion de la monnaie locale.

C'est dans ce contexte que le ministre d'Etat, ministre du Budget, celui des Finances et la gouverneur de la Banque centrale du Congo (BCC) ont été chargés, chacun en ce qui le concerne, à prendre les dispositions requises pour l'exécution de cette mesure, a conclu le ministre Muyaya Katembwe.

ACP/LRP

## Déclaration de perte de Certificat d'enregistrement

Je soussigné Monsieur **DIUMBU DIKOMA** déclare avoir perdu le certificat d'enregistrement **Volume A 151, Folio 150 de la parcelle N° 251** du plan cadastral de la Commune de Kinshasa.

Cause de la perte ou de la destruction : **égarement**

Je sollicite le remplacement de ce certificat et déclare rester seul responsable des conséquences dommageables que la délivrance du nouveau certificat pourrait avoir vis-à-vis des tiers.

Fait à Kinshasa, le 12/06/2022

**Signature de deux contrats dans le domaine des infrastructures avec l'entreprise turque Summa**

**La réhabilitation et la modernisation de la FIKIN en bonne place**

Par José Wakadila

Le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde, a présidé jeudi 07 juillet 2022 à la Primature, la cérémonie de signature, entre le gouvernement de la république et l'entreprise turque Summa, de deux contrats dans le domaine des infrastructures. Cette cérémonie de signature des contrats entre les deux partenaires concerne la construction de deux infrastructures, dont un aréna multifonctionnel de 20.000 places assises au centre-ville de Kinshasa, précisément à côté du stade de Martyrs et le second, la modernisation des installations de la Foire internationale de Kinshasa (FIKIN) avec l'érection d'un centre d'exposition de près de 21.000 mètres carrés.

La cérémonie s'est déroulée en présence de plusieurs personnalités tant du monde politique, financier qu'économique. Il s'agit entre autres, du ministre d'État, ministre des Infrastructures et Travaux Publics, Alexis Gisaro ; du ministre des Finances, Nicolas Kazadi ; du ministre du Commerce Extérieur, Jean-Lucien Bussa Tongba ; du ministre des Sports et Loisirs, Serge Nkonde Maheshe ; de quelques membres du cabinet du Premier ministre et des délégués de la présidence de la république ainsi que des directeurs généraux des entreprises Summa, Kambove Mining, Gécamines et les membres du panel des experts qui prestent dans le projet de réhabilitation et de modernisation des installations de la FIKIN.

A en croire M. Selim Bora, président du Groupe Summa, entreprise qui va réaliser les travaux de construction de ces deux grandes infrastructures, cette firme a déjà réalisé un aréna à Dakar au Sénégal d'une capacité de 15.000 places et à Kigali au Rwanda, avec 10.000 places. Celui de Kinshasa sera donc le plus grand et le plus beau parmi les autres. " Nous avons signé aujourd'hui deux contrats. Il s'agit de la construction de deux infrastructures importantes. L'une, c'est un aréna multifonctionnel de 20.000 places au centre-ville à côté du stade des Martyrs. L'autre c'est au niveau de la FIKIN, avec un centre d'exposition de près 21.000 mètres carrés. Nous avons déjà réalisé un aréna à Dakar d'une capacité de 15.000 places et l'autre à Kigali avec 10.000 places. Celui de Kinshasa sera le plus grand et le plus beau parmi les autres. Nous sommes heureux et nous attendons le démarrage des travaux ", a-t-il fait savoir.

De son côté, le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde a émis le vœu de voir ces travaux de construction de deux arénas finir dans le délai imparti. " Vous avez donné un cursus de ce que vous avez fait dans les autres pays et le challenge que vous avez ici en République démocratique du Congo. Notre attente la plus ardente, c'est que tout le monde joue sa partition et que le délai soit respecté. Merci et on se

verra pour la coupure du ruban ", a-t-il commenté.



Le Dg a.i. Ray Kalala (droite) et son adjoint Maurice Mbenza (gauche) lors de la séance de restitution

personnel était dans l'euphorie totale au cours d'une assemblée générale de restitution co-présidée par le Dg a.i Ray Kalala Wa Tshamba et son adjoint Maurice Mbenza Pungi le week-end dernier dans la salle des réunions

Liesse populaire à la FIKIN Au niveau de la FIKIN, l'une des bénéficiaires de ces deux contrats, le

de Vodacom. L'information sur la modernisation des installations de cette institution foraine a suscité une liesse populaire ainsi que des scènes de louanges et d'adoration à Dieu, de la part du personnel qui a vécu dans l'incertitude totale, depuis les scènes des pillages de 1991 et 1993 sous la deuxième république.

Selon le Dg a.i Kalala, un montage financier a déjà été fait et 30% du budget total des travaux sont déjà disponibles. Il a indiqué que le centre d'exposition occupera 8% de la superficie totale de la FIKIN et le parc d'attraction sera construit sur un espace de 15 à 16% de la superficie, hormis les autres installations à construire dont un hôtel, une salle des banquets et une salle de congrès de niveau international, capable d'abriter des conférences et séminaires.

**Assainissement du climat des affaires : vers la rationalisation des taxes à l'importation et à l'exportation**

Dans le cadre de la réforme gouvernementale sur l'assainissement du climat des affaires, le minis-

tration derrière cette assignation est d'améliorer la compétitivité de l'économie congolaise?; d'assurer le

attention, une liste de 67 prélèvements qu'elle a qualifié d'arbitraires, d'excessifs, d'inopportuns ou sans fondements réclamés par les services de l'Etat, à l'occasion des opérations d'importation et d'exportation des biens.



tre du Commerce extérieur, Jean-Lucien Bussa Tongba, a indiqué, lors de la 61ème réunion du Conseil des ministres, tenue le vendredi 8 juillet, que l'une des missions lui assignées, est l'identification des prélèvements arbitraires, en vue de la rationalisation des taxes à l'importation et à l'exportation et la réduction des coûts et délais.

À en croire le ministre Bussa, la bien-être de la population, étant donné que les opérateurs économiques disposent de la faculté de reporter sur les consommateurs la charge d'une taxe, en manipulant les prix qu'ils contrôlent?; et d'assurer une meilleure attractivité du pays.

En outre, le ministre Bussa a soutenu que cette liste a été passée au peigne fin avec les délégués des institutions, ministères et ceux des établissements et organismes publics concernés.

Au terme de cet examen, trois recommandations ont été formulées par les parties prenantes. Il s'agit de la suppression pure et simple de 14 perceptions ; du rabatement de 20 perceptions en vue d'alléger, tant soit peu, les charges des opérateurs économiques, tout en maintenant les équilibres financiers des structures bénéficiaires ayant une mission d'utilité publique ; et le maintien de trente-trois 33 prélèvements.

Le gouvernement indique qu'une série de mesures sera prise pour accompagner la mise en œuvre de ces recommandations.

En exécution de cette action a-t-il poursuivi, la fédération des entreprises du Congo (FEC) a dressé, à son

José Wakadila

**Lutte contre l'inflation galopante**

**Le gouvernement s'engage dans la dédollarisation de l'économie et la consolidation des réserves de change**

Le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge a rassuré le Conseil des ministres, de la détermination du gouvernement de la république, à poursuivre ses efforts de dédollarisation de l'économie et de consolidation des réserves de change, gage de la stabilité de la monnaie nationale et de la résilience.

envisagé, au terme de la dernière réunion du Comité de Conjoncture Economique (CCE), un dispositif de plafonnement des dépenses à payer en monnaies étrangères, pour des Institutions publiques, et à privilégier les dépenses en monnaie nationale.

promotion de la monnaie locale. Le ministre d'Etat, ministre du Budget, Aimé Boji Sangara ; le ministre des Finances, Nicolas Kazadi et la Gouverneure de la Banque Centrale du Congo (BCC), Esther Kabedi Malangu œuvrent, chacun en ce qui le concerne, à prendre les dispositions requises pour l'exécution de cette mesure.

La limitation des retraits en dollars s'inscrit ainsi dans le cadre de la dédollarisation de l'économie et de la

J.W.

## ••• Communication •••

**Projet PEPUR - Marché M6 : Programme d'assainissement et de renforcement des réseaux MT et BT dans huit communes de Kinshasa sud et Kinshasa est**

**TABEAU SYNTHESE DES RESULTATS DU PROCESSUS D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

	NOM DU SOUMISSIONNAIRE	PAYS D'ORIGINE	MONTANT DE L'OFFRE TEL QU'ANNONCE LORS DE L'OUVERTURE DES OFFRES		OFFRE REJETEE		MONTANT EVALUE DE L'OFFRE (USD)	OFFRE RETENUE
			USD	EUR	OUI/NON	RAISON DU REJET		OUI/NON
1	GROUPEMENT MBTP-ENTOURAGE ELECTRICITE-CELEC	R CONGO	19 598 111,98		OUI	NON-CONFORMITE TECHNIQUE		
2	ABC	BELGIQUE	10 279 757,46	8 540 961,24	NON		20 469 978,32	NON
3	GROUPEMENT EGMF-CONGO ENERGY	RD CONGO	18 988 317,81		NON		18 988 317,81	NON
4	GROUPEMENT RAY GROUP-LMZ	RD CONGO	18 824 688,26		NON		18 448 194,49	NON
5	CHINA JIANGXI INTERNATIONAL ECONOMIC & TECHNICAL OPERATION (CJIC)	CHINE	19 163 000,76		OUI	NON-CONFORMITE ADMINISTRATIVE		
6	GROUPEMENT HEXING-XIAN ELECTRIC	CHINE	14 896 207,93		NON		14 899 640,23	NON
7	TRAGEDEL	TUNISIE	13 631 475,00		NON		13 628 704,00	OUI
8	ELSEWEDY ELECTRIC	EGYPTE	16 771 382,91		NON		16 494 119,16	NON
	NOM DU SOUMISSIONNAIRE	PAYS D'ORIGINE	MONTANT DE L'OFFRE TEL QU'ANNONCE LORS DE L'OUVERTURE DES OFFRES		OFFRE REJETEE		MONTANT EVALUE DE L'OFFRE (USD)	OFFRE RETENUE
			USD	EUR	OUI/NON	RAISON DU REJET		OUI/NON
9	SATAREM	ETATS UNIS	57 148 050,57		NON		57 148 050,57	NON
10	GROUPEMENT CEGELEC-VINCI	BELGIQUE	11 980 626,33	13 383 269,48	NON		27 948 205,15	NON
11	SINOHYDRO CORPORATION	CHINE	14 985 188,00		NON		15 490 904,00	NON
12	AEE POWER	ESPAGNE	12 958 369,66		OUI	NON-CONFORMITE TECHNIQUE		
13	SOGEAC	RD CONGO	28 289 120,00		OUI	NON-CONFORMITE TECHNIQUE		

Au regard du tableau ci-dessus, le marché M6 du projet PEPUR est attribué à l'entreprise **TRAGEDEL** pour un montant de **13 628 704 USD**. Le délai d'exécution dudit marché est de **18 mois**.

Les travaux à réaliser dans le cadre du marché M6 du projet PEPUR concernent la décharge du réseau de distribution publique existant : canalisations MT, cabines publiques MT/BT et canalisations BT dans 08 communes de la partie Est et Sud de la Ville de Kinshasa. Il concerne aussi de nouvelles électrifications dans la partie EST de la ville.

Après avoir été vilipendé à moelle

## Blanchi, Kamerhe nous revient requinqué spirituellement

*\*Un artiste politique mal-aimé victime d'une justice distributive ?*

*\*Un acquittement présagé voilant des enjeux obscurs ?*

(Libres commentaires de Johnny Lukombo)

trice des exhibitions scandaleuses d'apparat de son entourage. Ce com-



Abreuvé d'humiliations les plus viles, VK le charmeur des masses va-t-il rebondir avec ses tornades de rhétoriques fascinantes? Ph. Droits Tiers

Décidément le requiem politique tant souhaité et attendu depuis 2020 par ses fossoyeurs n'aura jamais sonné défavorablement un éventuel brisement d'une lumineuse carrière politique ternie et flétrie en un temps éclair d'un Vital Kamerhe tout flamboyant. Considéré par tous comme un super-Premier ministre lorsqu'il assumait avec brio le rôle de directeur du Cabinet présidentiel, l'acteur charismatique était craint et respecté dans son cénacle. Au regard, l'allié politique de M. Félix-Antoine Tshisekedi dont la magnificence de l'odyssée d'homme d'Etat indisposait certaines sphères endogènes sortait du lot. L'éminent politique connu donc un parcours exceptionnel. Sans faute.

### Le politique mal-aimé !

S'affirmant dès lors comme un animal politique atypique le plus redouté de sa génération, l'omniprésent et l'omnipotent prophète, le fin négociateur, le polyglotte et le charmeur incarné des foules, la figure médiatique hors du par son éloquence sidérante semblait aussi bien s'attirer quelques fois des iniquités d'Israël. Même dans son propre entourage où les intrigues et les trames étaient monnaies courantes. Dans cette foulée des médiations, venant également d'ailleurs, d'autres langues acerbes lui reprochaient une impulsion certaine de boulimie démesurée du pouvoir. Ainsi naîtra sourdement contre sa personnalité une antipathie, laquelle se perpétua littéralement dans l'imaginaire d'une populace atone et désapproba-

portement anormal et condamnable frisait la fanfaronnade et l'ostentation de leurs avoirs. Voilà un scénario peu ordinaire qui suscitait la jalousie et des appréhensions latentes de la société prolétarienne de Kinshasa. A cela se greffait l'étalage burlesque de leurs libéralités à foison frémissant la capitale. Ça se disait...

Et même dans le milieu professionnel du "pater", des réprimandes fondées ne cessaient d'être formulées contre cette caste à l'exemple de Kamerhe lui-même que l'on disait trop autoritaire et autocratique. Pragmatique à l'excès, il était animé d'un rigorisme outrancier dû naturellement aux battants de son genre. Finalement même ses proches collaborateurs au sein du cabinet présidentiel le trouvaient insupportable et encombrant. Pourquoi ?

Référons-nous sans coup férir à l'adversité vocale caustique, accusatrice et accablante lui tenue par quelques témoins au cours de son procès dans le but précis de le noyer davantage. Pourquoi alors un acharnement pareil sur sa tête apparemment supposée mise à prix ? C'est aussi par-là que résiderait sans doute l'énigme relative à son noyautage d'avance prévu. Fallait-il donc nécessairement effacer de la scène politique l'encombrant personnage avant les échéances électorales en 2023 ? On l'ignore. Néanmoins, la vague d'inimitiés sans cesse manifestait déjà contre VK révélait au grand jour qu'il apparaissait être victime d'une cabale bien orchestrée laquelle était liée à son ascension politique spectaculaire. En vérité, l'homme

ne cessait de marquer les points. Le joker adulé était apprécié de tous à cause de sa prospérité politique ponctuée de modération et de pacifisme.

Pour ça, Vital Kamerhe un héros dans l'ombre, un pion aux solutions miraculeuses et toujours prêt à résoudre les équations insolubles finit par payer la note. Plus précisément la rançon de ses brillantes réussites. C'était connu de tous. Vital Kamerhe fut l'un des acteurs majeurs qui favorisait l'émergence souveraine des quelques leaders politiques du pays jusqu'à les élever à la magistrature suprême. Des exemples patents foisonnent dans ce sens.

Véritable homme de terrain, VK savait jouer à merveille ses cartes et à déjouer malignement, selon les règles de l'art, la perfidie et les embûches périlleuses de leurs adversaires à tous les échelons.

### Un artiste politique d'exception sacrifié

Maîtrisant à la perfection les arcanes et les mystérieux rudiments de notre vie politique, et parfaitement rodé en actions manœuvrières souterraines apprises à l'école mobutienne, Vital Kamerhe qui n'est pas né de la dernière pluie savait avec sa ruse légendaire d'autrefois s'accoutrer avec commodité en robe de renard selon les circonstances, ... Malheureusement dans son heureuse existence, il fut souvent gratifié en monnaie de singe : "Tala merci ba pesa na mbua", fustigerait encore une fois sous sa tombe le poète Simaro Masiya pour

médias pendant qu'il s'attendait à celui de l'Intérieur. Plus tard, quelques temps après, en remerciement des brillants services rendus à Joseph Kabila au terme de la présidentielle de 2006 au cours de laquelle Kamerhe fut son directeur de campagne, ce dernier sera placé à la présidence de l'Assemblée nationale où il fut défenestré d'une manière incongrue suite aux intrigues du milieu. Ainsi, Joseph Kabila perdit l'oiseau rare.

Depuis son envoi précipité vers d'autres horizons, personne n'est parvenue à égaler ses performances dans la Cour du Raïs. Pourtant, ce garçon BK avait agité les branches de l'arbre pour annoncer son départ comme l'avait chanté Koffi Olomidé dans l'une de ses chansons dans "L'album du maître" : "Ah pardon chéri yebisa moninga, avant de s'envoler, ningisa ata makasa, po na yeba ke bolingo ekeyi ee....". Vital Kamerhe l'avait fait avant de partir. Personne n'est indispensable, mais Vital Kamerhe reste jusqu'aujourd'hui irremplaçable au PPRD.

Dans son prodigieux itinéraire politique fort apprécié, mais bourré d'obstacles, Kamerhe vivait régulièrement dans les bonnes grâces de tous les chefs de l'Etat qu'il aurait eu l'occasion de croiser dans ses fonctions quelques fois ingrates. Docile et bosseur infatigable, ce dernier se révélait être un collaborateur fidèle, exceptionnel et remarqué auprès des différentes hiérarchies auxquelles il traitait un concours idéal.



Hamida, un prototype sans cesse de ravissement et d'émerveillement de VK, dirions-nous, et une épouse-ange qui, pendant plus de deux ans obscurs attendit prosternée avec un coeur suppliant la grâce divine pour l'acquittement de son dandy. Photo Droits Tiers

le cas précité de Kamerhe. En effet, ce jeu d'ingratitude vis-à-vis de sa personne date depuis la glorieuse ère de M'zee en passant par le Raïs. Pendant cette période, on lui refusa toutes les nominations lui promises par ses patrons notamment, à la vice-présidence de la République de 1+4, aux ministères des Affaires étrangères et de l'Intérieur après avoir été promu ministre de la Communication et

### Vilipendé, humilié puis réhabilité

Résigné dans sa peine infamante de deux années au bagne (Ndlr : VK le reconnaît dans sa résilience), et traqué moralement au plus profond de son être, Kamerhe vécut son "expiation" injuste sans hoqueter ni dire un mot offensant la cour et ses fossoyeurs. Pourtant, dans son procès

(Suite à la page 9)

Après avoir été vilipendé à moelle

## Blanchi, Kamerhe nous revient requinqué spirituellement

(Suite de la page 8)

fort médiatisé et retransmis à la télévision nationale, le leader de l'UNC (Union pour la nation congolaise) fut vilipendé, ridiculisé et réduit à sa plus simple personnalité pendant qu'il portait encore gaillardement l'étiquette

exaltée pendant l'incarcération oppressante de son cher Vital Kamerhe.

Actuellement, Mme Hamida Kamerhe la ménagère au cordon bleu, la femme d'affaires rompue, l'activiste social inébranlé qui espérait un prompt retour de son prince charmant dans leur villa campagnarde des rêves se

exaltée pendant l'incarcération oppressante de son cher Vital Kamerhe. D'une cabale politique savamment orchestrée contre un allié gênant de Félix-Antoine Tshisekedi qui, de son côté confirma après cette arrestation et condamnation, que Vital Kamerhe est son frère et un homme honnête sur lequel la République peut encore compter.

Cet aveu du président de la République surprit la population d'autant qu'il témoignait sa compassion et son affection à l'égard de Vital Kamerhe tout couvert d'éloges justifiés de sa part pendant qu'on les croyait vivre sempiternellement aux antipodes. Dans cette interview accordée à la presse en juillet 2021, M. le président de la République, Félix Tshisekedi déplora le malheureux sort qui frappait inopinément son ancien directeur de cabinet alors que l'opinion publique prétendait à tort qu'il en fut l'investigateur. Mais selon certaines indiscretions accablantes, quelques actions nébuleuses contre Vital

taxé d'office par la Cour d'avoir blanchi des millions virés à l'étranger et détourné des fonds destinés à la construction des logements des militaires et policiers. En dépit des avis divergents qui émaillaient ce feuilleton judiciaire paradoxal et controversé, la population congolaise toute entière a été émue par le dénouement du dernier verdict de la Cour d'appel de Kinshasa-Gombe, après la décision du Conseil d'Etat de retourner le dossier à cette même cour, et qui a tranché en faveur de Vital Kamerhe et de ses co-accusés satisfaits. Un acquittement pur et simple concernant tous les incriminés dans cette affaire inouïe et sans preuves matérielles, selon les dires, semblait cacher des enjeux politiques obscurs connus de ses seuls concepteurs dans le cadre des futures élections de 2023. On en parle sans modération.

**Et ce haro d'outre-tombe**

Face à ce dénouement satisfaisant



«En toute chose, il faut considérer la fin», semble paraphraser Kamerhe (La Fontaine). Son imprévisible libération a créé l'événement. Photo Droits Tiers

ronflante de directeur de cabinet du président de la République. C'est encore frais dans la mémoire des Congolais le dédain qu'avait affiché dans ses propos envers VK qui était encore son chef, l'homme aux 50 notes techniques par semaine. Pourquoi lui avait-on réservé un scénario indigne de son rang ? Un mystère. Ainsi s'écroula piteusement l'honneur et la dignité d'un homme qui jadis parvint à implanter convenablement le parti présidentiel le PPRD à travers le pays pendant que les autres cadres meilleurs de cette formation politique y échouèrent lamentablement. Un homme qui en 2018, avec un budget d'à peine 800 000 dollars américains seulement, sillonna le pays avec son candidat président de la République, parvint à le faire placer à la tête du pays. Il faut être Kamerhe pour réussir ce coup de poker. En fait pour lui, l'histoire était déjà écrite. L'homme ne joue jamais au trébuchon, il a un sens élevé de savoir s'effacer au profit d'une autre personne. Pour lui, il n'y a jamais un sans deux. Comme en 2006, il parvint à rééditer l'exploit en 2018 sans coup férir.

En fait, après ce coup fourré invraisemblable, le monde dans son entendement était convaincu que Vital Kamerhe qui vivait sa " mort politique ", après sa séparation d'avec Joseph Kabila, avait perdu. Alors tout : sauf son majestueux aura. Ainsi, tel une hydre, il rebondira avec son parti l'UNC (Union de la nation congolaise) et dont la cohésion n'a pas été ébranlée lorsqu'il était dans des mauvais draps avec ce procès atypique dit dossier des 100 jours. A cela fallait-il adjoindre bien sûr l'affectivité indéfectible de sa belle et gracieuse compagne Hamida Kamerhe dont la rageuse et impétuosité passion amoureuse n'avait jamais fléchi ni flétrie un seul instant dans cette idylle

sent comblée après l'acquittement-surprise de son dandy. Certes, malgré les-on-dit et les commérages qui entouraient leur couple pendant l'incarcération de Vital, Hamida garda un silence de marbre. Aujourd'hui, elle en sort agrandie aux yeux du monde et réellement réarmée moralement après plus d'une année hivernante passée dans la solitude. Loin du charme de l'homme pour qui elle versa des torrents de larmes ayant servies de breuvage quotidien en prison à VK qui l'honora nuptialement devant Dieu et les hommes. Ces chaudes larmes de désespoirs, Hamida les versèrent en silence un fatidique 20 avril 2020 après 20 heures au terme d'un procès assimilé à une parodie de justice condamnant Vital Kamerhe à 20 ans des travaux forcés. Eh bien, pour la première fois, nous le voyâmes impassible fondre comme la cire dire à sa chère épouse : " Prends soin des enfants ". D'autre part, VK qui, depuis le début de son procès nouait fièrement autour de son cou le chapelet pour implorer Jésus-Christ et en signe d'innocence, une autre voix chuchotait à son oreille : " Non, tu survivras de ton mal injuste ", lui répondirent dans l'au-delà ses dieux Shi.

**Un dossier creux, sans preuves matérielles mais un acquittement voilant des enjeux politiques obscurs !**

Le procès dit pédagogique ou visiblement politique fut indigne de la classe aristocratique de Vital Kamerhe Lwa Kanyiginyi Nkingi. Les plaidoiries avaient été controversées à travers plusieurs argumentations " bétonnées " d'observateurs attentionnés en se basant sur les chiffres évalués à plus de 60 millions de dollars américains présumés détournés. Sous d'autres



Un regard le plus gracieux qui n'ait jamais erré sur le visage de toutes les femmes. Dieu créa-t-il la femme vraie à travers Amida Kamerhe? © Maelys image

Kamerhe auraient été menées par le gouvernement Sylvestre Ilunga Ilukamba par le biais du ministère de la Justice. Fasthi n'y pouvait exercer une quelconque influence bien qu'il l'ait traité d'un éminent cadre intelligent et correct. Néanmoins, ça c'est du côté cour. Mais du côté jardin, personne ne peut dire avec exactitude d'où est parti le " boutique " de ce dossier.

Qui alors aurait-il empêtré Kamerhe dans cette puante affaire où il fut pointé par le ministre public d'auteur intellectuel avéré pendant que ses comptes bancaires ne portaient aucune preuve d'un quelconque virement en sa faveur de la part de l'entreprise du Libanais Samih Jammal

pour les autres et tant épilogué par certains, quelques partis de l'opposition et certains organismes des droits de l'homme n'ont pas réservé leurs langues au chat. C'est le cas de Lamuka et autres Nouvel Elan épaulés de quelques ONG qui crient au fil des jours au scandale puisque monsieur Vital Kamerhe aujourd'hui en liberté en serait le maître d'œuvre. La pièce-tournante du procès de 100 jours auquel ses proches collaborateurs et une poignée des membres de sa famille se seraient compromis et impliqués au loin à l'exemple de son neveu Daniel Masaro Nkingi et même d'une collaboratrice de madame

(Suite à la page 10)

## Blanchi, Kamerhe nous revient requinqué spirituellement

(Suite de la page 9)

Hamida Kamerhe lesquels furent trahis par des indices présumés révélateurs et probables relatifs tout aussi à un présumé détournement les concernant.

En effet, ces derniers se distinguaient insolentement par l'étalage d'un train de vie extravagant et opulent marqué par des achats des puissants véhicules optionnels, par l'acquisition des concessions et immeubles onéreux sans compter des dons somptueux distribués par-ci, par-là. Tels furent des signes mirobolants apparentant au grand jour les preuves démontant un enrichissement illicite avec des fonds d'origine douteuse.

Entre nous, ce fut aussi cette démonstration insolente d'opulence des membres de sa cour qui éveilla l'attention endormie du Ministère public pour le contraindre de placer finalement Kamerhe dans son collimateur.

Malheureusement au sujet de ce présumé détournement décrié publiquement au pays, à la longue le Ministère public s'était vu acculé puisque n'étant pas en mesure de présenter un solide dossier susceptible à condamner avec équité Kamerhe et Jammal pour détournement des deniers publics surtout que leur dossier était dépourvu des preuves matérielles. La détention préventive illégale de Daniel Masaro en est une preuve irréfutable et pour laquelle il pourrait demander une réparation pour action téméraire. Cependant, bien que le droit fût bien dit par le Conseil d'Etat et la Cour d'Appel de Kinshasa-Gombe, quelques ONG dont l'ACAJ estiment que le revirement du dossier Kamerhe-Jammal est empreint de coloration politique que judiciaire.

Au-delà de cet acquittement spectaculaire, écrivions-nous, le procès mené contre l'allié de Félix Tshisekedi suscite moult interrogations et appelle à tirer plusieurs leçons de la manière dont notre justice fonctionne actuellement. Est-elle réellement indépendante ? Est-elle distributive ou commutative ? Est-elle instrumentalisée pour humilier certaines personnes gênantes ?

Tel pourrait paraître le cas spécifique et emblématique du pacificateur jusqu'au bout Vital Kamerhe dont l'honneur, la dignité et la personnalité ont été bafouées, vilipendées comme une vile personne. Mieux, " jetées aux chiens ", s'il faut paraphraser le président français, François Mitterrand dans son oraison funèbre prononcé lorsqu'il enterrait son ancien Premier ministre, Pierre Bérégovoy qui s'était suicidé à cause des accusations du genre comme celles portées contre Vital Kamerhe en République démocratique du Congo.

Heureusement que lui, une fois se sentant poussé dans son dernier re-

tranchement, avait failli craquer, menaçant de mettre le feu. Mais protégé par son chapelet de Vierge Marie, ne franchit pas ce Rubicon en se suicidant comme Bérégovoy, se calma pour attendre boire son humiliation jusqu'à la lie.

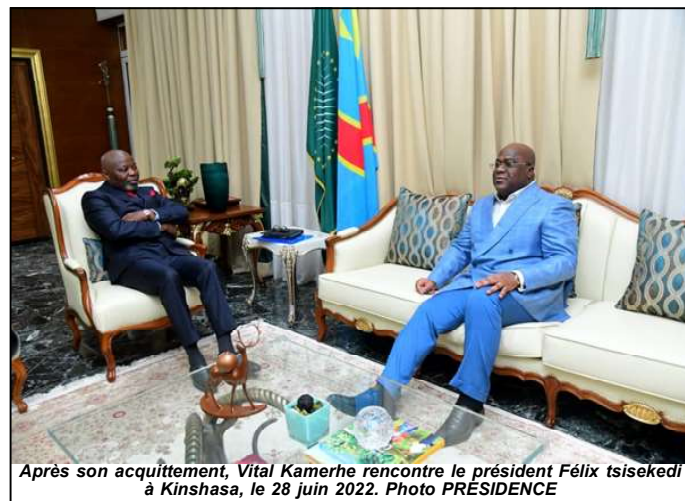
### Né spirituellement

Pour s'excuser de sa colère, et s'exprimant dans toutes les quatre langues nationales, en vrai homme d'Etat, Vital Kamerhe rappela à l'opinion nationale et souligna qu'" ici, c'est une affaire d'Etat ". Pour ne pas dire une affaire politique. C'est juste un rappel du comportement d'un commun des mortels consciencieux de ses devoirs et obligations.

Aujourd'hui acquitté et lavé de tout soupçon compromettant par la justice, M. Vital Kamerhe peut se targuer actuellement d'arborer un casier judiciaire vierge afin de rebondir sur la scène politique malgré un statut figé de l'ex-bagnard qu'on l'a fait endosser injustement. Voilà ces questions ci-haut dont que l'on ne cesse de poser pour le moment dans toute la République. Est-ce Vital Kamerhe était-il victime d'une justice distributive comme nous le supposons ?

En vérité loin de lui l'idée de s'attendre à un quelconque dédommagement à cause de son nom qui a été sali et toutes ses bonnes années d'une flambante carrière politique gâchées et perdues, le " Lula " (ancien président du Brésil) de la RDC accepte, en toute humilité, en bon citoyen de placer les intérêts de la République avant les siens, pour lui Kamerhe qui jadis fut la vertu, la vaillance et l'honneur de son temps. " Désormais, a-t-il avoué, je me considère comme tout autre citoyen congolais. "

Dans son âme repentie et immaculée, jamais Vital Kamerhe n'osera paraphraser un jour Pierre Corneille



Après son acquittement, Vital Kamerhe rencontre le président Félix tsisekedi à Kinshasa, le 28 juin 2022. Photo PRESIDENCE

dans la pièce théâtrale " Le Cid " en acquiesçant que seul un tel outrage infligé à Don Diègue à cette époque-

là pouvait être lavé par le sang au cas où nous faisons allusion à l'offense à la dignité humaine presque équivalente à celle qui éreinta la personnalité de M. Vital Kamerhe. Face à cette bévue, en homme sanctifié, il a passé l'éponge. Le pacificateur Kamerhe a tout oublié...

" En prison, j'ai appris beaucoup de choses relatives à la vie. Et cette vie-là certains ne l'ont jamais vécue et ne la vivrons jamais ", a reconnu le célèbre prisonnier après l'audience lui accordée par son frère et allié politique Félix Tshisekedi. Et VK de renchérir : " Pendant mon incarcération,

lieu de reconnaître à ces jours que Vital Kamerhe nous revient blanchi et spirituellement requinqué après son séjour en prison où il avait beaucoup appris dans ses méditations.

### Des retrouvailles significatives

D'ailleurs à l'issue de son audience avec le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, ce dernier a manifesté une joie immense d'avoir retrouvé son partenaire politique à qui il pourrait éventuellement prêter une main forte. Etant l'un des acteurs politiques le plus en vue comme Modeste Bahati Lukwebo en RDC, Fatshi misera ses chances



Acquitté le 23 juin, Vital Kamerhe rencontre le président Félix Tshisekedi, le 28 juin sur fond d'émotion des retrouvailles. Photo PRESIDENCE

je m'étais réconcilié profondément avec Dieu à qui j'avais placé ma confiance. Avec ma foi en lui, j'ai appris la patience et la résilience " (manière de résister aux aléas de la vie). C'est qui sous-entend avec cet aveu que M. Kamerhe a accordé son pardon envers tous ceux qui l'avaient plongé dans un sale pétrin. " Tout est possible à celui qui croit en Dieu ", dit-il.

sur lui d'abord pour la conquête de l'Est et la conservation du pouvoir. Bien qu'ayant été sacrifié sur l'autel obscur des holocaustes, Vital Kamerhe le natif du territoire de Walungu, le pion majeur d'enjeux des prochaines élections, jouit encore d'une grande popularité et d'une notoriété politique incontestable à l'Est du pays généralement dans l'ancien Kivu et particulièrement à Bukavu. N'oublions pas qu'au Congo, toutes les élections se font en fonction des coterie tribales. Ne nous voilons pas la face devant ces germes évidents reflétant notre immaturité politique.

Notre confrère Congo Nouveau souligne clairement que ces futures enjeux politiques sans ménagement : " L'accord de Nairobi sous le label de la plateforme électorale CACH, qui prévoyait un changement de rôle en 2023 (c-à-d Kamerhe candidat à la présidentielle soutenu par Félix Tshisekedi) est le cadet des soucis. Il sait que le pacificateur jusqu'au bout est un crack de la " Realpolitik ". Il n'ira pas jusqu'à demander à un président en fonctions de renoncer à un second mandat. Mais il pourrait s'en servir pour monter les enchères, s'il en a encore le gaz. D'aucuns lui prophétisent un sort à la Tshibala ; passé de la prison à la Primature en 2017.

Les dés étant déjà jetés, l'histoire nous relatera la suite.

## Les évêques de la RDC, du Rwanda et du Burundi s'engagent à œuvrer pour la paix et l'unité des peuples dans la région

Les évêques catholiques de la RDC, du Rwanda et du Burundi s'engagent à œuvrer pour la paix et l'unité des peuples de la sous-région des Grands Lacs. Ils projettent d'organiser dans leurs diocèses respectifs une eucharistie sur cet objectif le 31 juillet prochain.

Ils l'ont signifié à l'issue de leur assemblée générale clôturée ce samedi 9 juillet au centre Caritas à Kinshasa. " Tu ne tueras point ! Sois le gardien de ton frère ", est le thème de l'exhortation faite par les évêques de l'Association des conférences épiscopales de l'Afrique centrale (ACEAC) aux habitants de la sous-région des Grands Lacs au terme de leurs travaux.

" Aux habitants de la région des



Grands Lacs, de se désolidariser, prendre distance de tout mouvement de séduction et de tout geste d'hommage à l'exclusion et à la loi de la vio-

lence. Et aux tenants des titres de propriété des mouvements armés, mais aussi à leurs mandants, les tireurs des ficelles, de trouver d'autres

voies nobles de résolution des conflits que de recourir à la loi d'extermination, à la guerre et au massacre des innocents ", a rapporté le secrétaire général de l'ACEAC, l'abbé Jean-Pierre Badidike.

" Aux décideurs politiques, de conjuguer les efforts et les énergies pour construire un vivre ensemble harmonieux et développer le discours de la paix, de la concorde, de l'unité. Ils s'engagent à continuer à travailler à l'œuvre de la construction et consolidation de la paix. Ils ont développé des stratégies pour que tous les aspects qui concernent la construction globale et harmonieuse de la paix dans la région soient envisagés ", a-t-il ajouté.

RO/LRP

### Festivités du 8 juillet 2022 à Nkamba

## Le conseiller du chef spirituel André Mbenza plaide pour la cause de la race noire

Par Makinzolela Menayeto

Les festivités du 8 juillet 2022 marquant le 30e anniversaire de la mort de Papa Diangienda Kuntima Joseph, premier chef spirituel de l'Eglise kimbanguiste ont été célébrées avec fastes ce vendredi à Nkamba, Nouvelle Jérusalem sous la direction de papa Mbenza Kiangani André, le conseiller direct du chef spirituel de l'Eglise kimbanguiste.

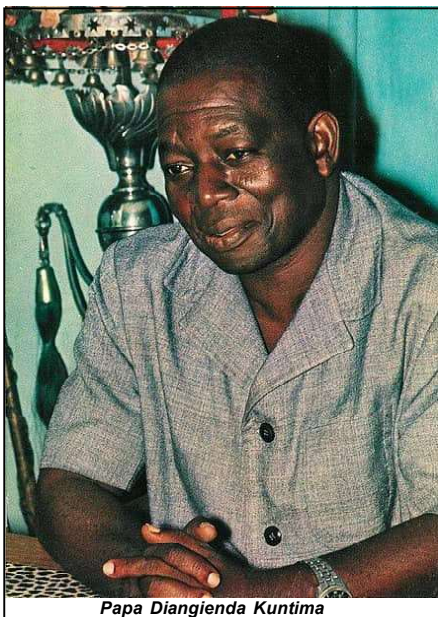
Dans son message adressé aux fidèles, papa Mbenza a déploré le comportement des hommes de ce monde vis à vis des envoyés de Dieu depuis la genèse passant le fils de l'homme et la génération de papa Simon Kimbangu. Quel a été le péché qui a conduit Jésus-Christ à la mort, l'emprisonnement de papa Simon Kimbangu et le sort réservé à ses enfants, s'est interrogé le conseiller direct avant d'ajouter que ces hommes célestes ont enduré des souffrances pour la cause de l'humanité.

Il faudrait que les fidèles récompensent ces souffrances par des actes de bon sens et l'obéissance aux recommandations divines.

Profitant de cette occasion, papa Mbenza André a demandé au service de la presse de balancer le message du chef spirituel en direct de Brazzaville ou il est allé relancer les travaux agropastoraux de Kounzoulou.

Le Chef spirituel et Représentant légal de l'église kimbanguiste, papa Simon Kimbangu Kiangani en direct de Brazzaville a parlé brièvement des raisons de la mort de papa Diangienda Kuntima en ces Termes : "papa Diangienda Kuntima était clair devant

les kimbanguistes en disant qu'il devait partir pour aller récupérer le trésor spirituel perdu par l'homme noir. Il



Papa Diangienda Kuntima

a tout de même orienté les kimbanguistes, la même année de sa mort, 1992, vers la cérémonie de demande de pardon du péché originel d'Adam et Eve, l'un de ses grands objectifs poursuivis dans sa mission de libérer l'homme".

En un mot comme en mille, il y a lieu de comprendre que papa Simon Kimbangu en 1921 a déclenché un long processus de la libération de l'homme noir qui, relevé par ses trois, est en train d'être continué par l'actuel Chef spirituel. C'est aux africains de saisir la balle au bond pour accélérer leur développement en s'inspirant de ce grand homme divin parmi eux avant que cela ne soit trop tard. A bon entendeur salut !

## EPST : pas de correction, ni de publication des résultats des épreuves sans paiement des inspecteurs

La délégation syndicale représentative de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST) a demandé, le samedi 9 juillet, au prési-

éducationnelle Kwilu 2 dont le siège se trouve dans la ville de Kikwit demandent au gouvernement congolais leur réactivation sans condition dans



dent de la République d'instruire les ministres du Budget et des Finances à payer les arriérées des enseignants et des inspecteurs de ce secteur avant la fin de cette année scolaire.

Dans une déclaration faite devant la presse à Kinshasa, le porte-parole de cette structure, Biseki Kyende, prévient qu'il n'y aurait pas correction, ni publication des résultats de toutes les épreuves nationales faites par les élèves, si le gouvernement n'honorait pas ses engagements.

Ces inspecteurs réclament, en effet du gouvernement central, le paiement des arriérés de leurs primes et l'amélioration de leurs conditions de travail.

### Grogne des agents du SECOPE Kwilu 2 à Kikwit

Le même jour, plus de 100 agents du Service de contrôle et de paie des enseignants (SECOPE) de la province

les listings de paie.

Ils ont fait savoir que c'est depuis le mois de juillet dernier que leurs noms ont été désactivés de ce fichier de paie sans raison valable

" Nous sommes arrivés au bout, vraiment au bout. Voilà aujourd'hui 13 mois depuis notre désactivation. Nous souffrons, des parents, des responsables que nous sommes, il y a des enfants qu'on doit scolariser. En tout cas, qu'on nous remette dans nos droits ", se plaint Guy Ngjama, agent à l'antenne du SECOPE Kikwit 3, l'une de ces personnes désactivées de listing de paie.

Le président de l'intersyndicale des enseignants du Kwilu 2, Benoît Kasiama annonce que des décisions seront prises pour que des actions soient menées pour dénoncer cette situation.

RO / LRP

## De l'OUA à l'Union africaine : histoire et institutions

Le 25 mai 1963, trente-deux chefs d'État africains se réunissent à Addis-Abeba, en Éthiopie, pour fon-

der la fondation de l'OUA, l'Union africaine est officiellement créée en 2002 à Durban, en Afrique du Sud. Depuis

d'apartheid.

1979 : l'OUA condamne les pays occidentaux fournisseurs d'armes à l'Afrique du Sud.

En 1979, une résolution contre l'apartheid avait été adoptée lors du sommet du Caire. Par la suite, l'organisation réaffirmera régulièrement son soutien à la lutte anti-apartheid. Mais bridée par sa politique de non-ingérence, elle ne pourra exercer d'action efficace permettant l'abolition

extraordinaire au Nigéria, l'OUA adopte le Plan d'action de Lagos (PAL).

Ce plan s'inscrit dans le cadre d'une politique visant à redynamiser le développement économique de l'Afrique. Il sera suivi d'autres mesures dont la Charte africaine d'Arusha pour la participation populaire et le développement en 1990, le Traité d'Abuja en 1991 instituant la Communauté économique africaine (CEA), et l'Agenda du Caire en 1994. L'échec de ces plans conduira à la création du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) en 2001. Cette année-là, le Zimbabwe intègre l'OUA.

1982: l'OUA reconnaît la République arabe sahraouie démocratique créée par le Front Polisario.

Deux ans plus tard, ce nouveau pays membre, représenté par son chef d'État, siège à la conférence d'Addis-Abeba. Le Maroc se retire de l'OUA en réaction à cette nouvelle adhésion,



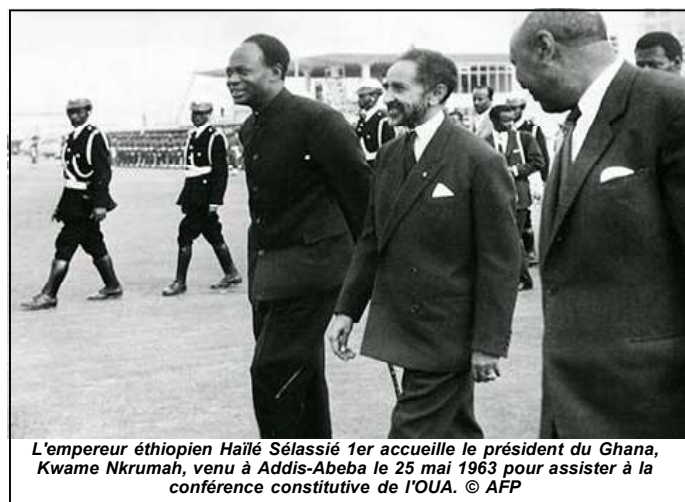
Le siège de l'Union africaine à Addis-Abeba, en Éthiopie. © Tiksa Negeri / REUTERS

der l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et adoptent la Charte qui en définit les objectifs et les institutions. Créée au lendemain des indépendances sous l'impulsion du panafricaniste ghanéen Kwame Nkrumah, la première institution continentale africaine a pour but de faciliter l'union et la solidarité entre pays africains pour parachever la décolonisation et se libérer du racisme de l'apartheid. Mais les manœuvres des puissances coloniales et les enjeux de la guerre froide accentuent les clivages entre les membres de l'OUA qui ne parvient pas à empêcher les conflits ni à révoquer les régimes dictatoriaux. En 1999, les 53 chefs d'État de l'OUA signent la Déclaration de Syrte pour lancer le projet d'Union africaine. Les objectifs de cette nouvelle structure sont de renforcer l'union politique et le développement socio-économique du continent, de promouvoir la démocratie et

2017, elle réunit l'ensemble des 55 pays africains.

Mue par le panafricanisme, la communauté d'États veut renforcer l'unité africaine et parachever la décolonisation du continent. À peine créée, l'OUA soutient les mouvements de libération dans les colonies portugaises et fonde un " comité de libération " contre la suprématie de la minorité blanche en Namibie et en République d'Afrique du Sud.

Les trente-deux pays signataires de la Charte de l'OUA sont : l'Algérie, le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, l'Éthiopie, le Gabon, le Ghana, la Guinée, le Kenya, le Liberia, la Libye, Madagascar, le Mali, le Maroc, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la République du Congo, le Rwanda, le Sénégal, la Sierra Leone, la Somalie,



L'empereur éthiopien Haïlé Sélassié 1er accueille le président du Ghana, Kwame Nkrumah, venu à Addis-Abeba le 25 mai 1963 pour assister à la conférence constitutive de l'OUA. © AFP

du régime ségrégationniste.

Au fil des ans, la situation s'enlise. En 1986, face au risque d'embrasement, Abdou Diouf, président du Sénégal, demande que le gouvernement

en raison du conflit qui oppose les deux pays au sujet du Sahara occidental.

Dans une interview à France Inter en 1992, le roi du Maroc, Hassan II explique son refus de l'admission de la République arabe sahraouie démocratique à l'OUA.

**1990: Adhésion de la Namibie et de l'Érythrée**

1994: Le 7 avril, un génocide contre les Tutsis démarre au Rwanda. Il entraîne la mort de près d'un million de personnes.

Un an plus tôt, au Caire, l'OUA condamnait la tentative de coup d'État au Burundi et l'assassinat du président Ndadaye qui a marqué le début d'une période de conflits interethniques causant plus de 150 000 morts. Consciente que les guerres et instabilités politiques représentent un fléau et un véritable frein au développement de l'Afrique, l'OUA mettait alors en œuvre un " mécanisme de paix ". Ces mesures se révélèrent inefficaces face aux massacres qui se dérouleront au Rwanda pendant plus de trois mois.

*A suivre...*



Les chefs d'État fondateurs de l'Organisation de l'unité africaine posent dans l'Africa Hall à Addis-Abeba, en Éthiopie, le 25 mai 1963. © AP

les droits humains, et de favoriser l'intégration de l'Afrique sur la scène internationale. Quarante ans après la

le Soudan, le Tchad, le Togo, la Tunisie et l'Ouganda. L'Afrique du Sud est exclue en raison de sa politique

de Pretoria soit soumis à des sanctions économiques.

En avril, au cours de son 11e sommet

## Afrique du Sud : fusillades meurtrières à Soweto et Pietermaritzburg

L'Afrique du Sud endeuillée par deux tueries dans des bars de quartiers clients d'une taverne de Soweto. Même mode opératoire dans une ta-



populaires, dans la nuit de samedi 9 à dimanche 10 juillet. Quinze personnes sont mortes et neuf personnes blessées dans une taverne de Soweto, township du sud-ouest de Johannesburg dans cette tuerie dont les circonstances restent floues. Une autre tuerie a également eu lieu dans une taverne de Pietermaritzburg, près de Durban, dans l'est du pays. Quatre personnes ont été tuées et huit personnes blessées.

Dans un pays pourtant habitué à la violence, la colère gronde de plus en plus contre le ministère de la police, accusé d'être impuissant face à la circulation des armes à feu illégales et à une insécurité galopante. Ces tueries devraient laisser des traces.

Il est autour de minuit, samedi soir, quand un groupe d'hommes débarque en mini-bus, armés de fusils et de pistolets et commence à tirer sur les

verne de Pietermaritzburg où deux hommes débarquent en voiture vers 20H30 et tirent sur la foule.

Ces drames font écho à la mort mystérieuse et sans blessure apparente de 21 jeunes, il y a seulement deux semaines, dans une taverne d'East London sur la côte Est.

La succession de ces affaires, bien que différentes, accroît la pression sur le ministre de la police. "Taisez-vous", a-t-il crié sur un représentant de la société civile qui le prenait à partie cette semaine. Le militant se disait exaspéré par l'inaction du ministre pendant que les gens se font massacrer dans la rue.

Les trois premiers mois de 2022 ont été particulièrement violents en Afrique du Sud. Le nombre de meurtres a augmenté de 22 % par rapport à 2021.

RFI/LRP

## Au pouvoir depuis 22 ans, Paul Kagame déclare : "J'envisage de me présenter pour 20 ans de plus, je n'ai aucun problème avec ça"

Le président du Rwanda, M. Paul Kagame, au pouvoir depuis 22 ans, a ouvert la porte à une candidature lors de la prochaine élection présidentielle de 2024, dans une interview à la

consacrait aux problèmes de son pays et du continent.

"Je n'y pense pas beaucoup, je ne m'en préoccupe pas", avait-il dit.

Lors du dernier scrutin, en 2017,



Paul Kagame, le président du Rwanda

chaîne France 24 diffusée vendredi.

"J'envisage de me présenter pour 20 ans de plus, je n'ai aucun problème avec ça", a déclaré M. Kagame, interrogé sur son éventuelle candidature en 2024.

"Les élections sont l'occasion pour les gens de choisir", a-t-il ajouté.

Homme fort du pays depuis le génocide de 1994, président depuis 2000, Paul Kagame a fait modifier la Constitution en 2015, ce qui lui permet théoriquement de rester au pouvoir jusqu'en 2034.

Lors d'une interview à l'AFP en mai 2021, le président rwandais, interrogé sur le même sujet, avait affirmé que l'élection était encore loin et qu'il se

M. Kagame, 64 ans aujourd'hui, avait été réélu pour sept ans avec près de 99% des voix.

M. Kagame n'avait que 36 ans en 1994 quant à la tête du Front patriotique rwandais (FPR), il chassa hors du pays les extrémistes hutu responsables d'un génocide ayant fait au moins 800.000 morts, selon l'ONU, essentiellement au sein de la minorité tutsi.

Il a acquis une figure de père de la Nation autant respecté que craint au Rwanda et sur le reste du continent africain. À l'extérieur, des critiques le dépeignent plutôt en despote éclairé.

AFP / LRP

## Guinée Equatoriale : le plus haut magistrat limogé pour des pots-de-vin présumés

Le président de la Guinée équatoriale a annoncé ce samedi 9 juillet 2022 avoir démis de ses fonctions le plus haut magistrat du pays après que celui-ci a avoué avoir reçu des pots-de-vin d'une enseigne commerciale condamnée dans un vaste scandale sanitaire.

Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, qui dirige ce Etat pétrolier d'Afrique centrale depuis près de 43 ans, a destitué David Nguema Obiang Eyang, président de la Cour suprême de justice depuis 2018, "puisque" il assume la responsabilité des irrégularités commises dans l'exercice de ses hautes fonctions", selon un décret présidentiel lu à la radio et à la télévision d'Etat TVGE.

Le magistrat a "reconnu avoir reçu un pot-de-vin de 100 millions de francs CFA (environ 153.000 euros) de Comercial Santy", a tweeté Teodoro Nguema Obiang Mangué, le tout-puissant vice-président et fils du chef de l'Etat, dont il est présenté comme le

"dauphin".

Ni le décret, ni le tweet ne précisent le sort judiciaire du magistrat, et

les informations officielles aux médias d'Etat.

Mi-juin, Comercial Santy, une des



David Nguema Obiang Eyang, président de la Cour suprême de Justice

les autorités, quelles qu'elles soient, ne répondent jamais aux sollicitations directes des journalistes, réservant

plus grosses enseignes de supermarchés et de pharmacies du pays, avait été condamnée pour "délit contre la

santé publique" par un tribunal pour avoir notamment changé les dates de péremption de produits alimentaires et vendu des produits pharmaceutiques non autorisés.

Comercial Santy, un groupe familial espagnol né en 1960 en Guinée équatoriale huit ans avant son indépendance de l'Espagne, avait été condamnée mi-juin à une amende de 411 millions de francs CFA, environ 625.000 euros, ses machines servant à changer les dates de péremption avaient été confisquées et tous ses produits dont les dates avaient été altérées saisis pour être détruits.

Les supermarchés et les pharmacies Santy avaient également été fermées, mais elles avaient ensuite rouvert, manifestement sans autorisation.

Cinq autres magistrats ont été placés en garde à vue dans le cadre de cette affaire, car ils ont avoué avoir reçu de l'argent pour permettre la réouverture de ces enseignes, selon la TVGE.

AFP / LRP

## RDC : le gouvernement s'engage avec la firme turque Summa pour la construction des Arenas à Kinshasa

Le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge a présidé, le jeudi 7 juillet 2022, à la Primature, la cérémonie de signature, entre le gouvernement congolais et l'entreprise turque Summa, de deux contrats dans le domaine des infrastructures, a an-

personnes, entre autres, le ministre d'État en charge des Infrastructures et Travaux Publics, Alexis Gisaro ; du ministre des Finances, Nicolas Kazadi, du ministre du Commerce extérieur, Jean-Lucien Bussa, du ministre des Sports et Loisirs, Serge

du stade des Martyrs. L'autre c'est au niveau de la Fikin, un centre d'exposition de près de 21 000 mètres carrés. Nous avons déjà réalisé un Aréna à Dakar d'une capacité de 15 000 places et l'autre à Kigali avec 10 000 places. Celui de Kinshasa sera le plus grand et le plus beau parmi les autres.

Congo. Notre attente la plus ardente, c'est que tout le monde joue sa partition et que le délai soit respecté. Merci et on se reverra pour la coupure du ruban", a déclaré Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge, a rapporté la cellule de communication de



Le Premier ministre a présidé la cérémonie de la signature de contrat, entre le gouvernement congolais et la firme turque Summa, pour la construction de deux Arénas sportifs. Photo PRIMATURE

noncé une dépêche de la cellule de communication de la Primature. Ces contrats entre les deux partenaires concernent notamment la construction de deux complexes Aréna multifonctionnel à Kinshasa. Le premier de 20 000 places assises sera érigé à côté du Stade des Martyrs de la pentecôte dans la commune de Kinshasa, tandis que le second au niveau de la Foire internationale de Kinshasa (Fikin) et comprendra un centre d'exposition de près de 21 000 mètres carrés, a précisé la source. Signalons que la cérémonie s'est déroulée en présence d'une dizaine de

Nkonde Chembo et des délégués de la Présidence de la République ainsi que des Directeurs généraux des entreprises Summa, Kambove Mining, Gécamines et plusieurs experts membres de la délégation. Selon Selim Bora, président de Summa, entreprise qui réalisera les travaux de construction de ces deux grandes infrastructures, cette firme a déjà réalisé des Arénas en Afrique. " Nous avons signé aujourd'hui deux contrats. Il s'agit de la construction de deux infrastructures importantes. L'une, c'est un Aréna multifonctionnel de 20 000 places au centre-ville à côté



(Illustration) L'Aréna multifonctionnel De Dron à Krasnoïarsk en Russie. Photo depositphotos

Nous sommes heureux et nous attendons le démarrage", a-t-il souligné. Pour sa part, le Premier ministre congolais a émis le vœu de voir ces travaux de construction de deux Arénas finir dans le délai imparti. " Vous avez donné un cursus de ce que vous avez fait dans les autres pays et le challenge que vous avez ici en République Démocratique du

la Primature. Avec la construction de ces deux infrastructures sportives de haute qualité, Kinshasa sera à mesure d'organiser plusieurs compétitions internationales, toutes disciplines confondues, pourquoi pas même les Jeux africains.

DMK

## Préparation Eliminatoire CHAN 2023 : Glody Lilepo et Jean-Marc Makusu parmi les 63 Léopards présélectionnés

Au total, 63 joueurs présélectionnés par Otis Ngoma, sélectionneur de l'équipe nationale de football A' de la République démocratique du Congo, pour un stage de préparation des éliminatoires du Championnat d'Afrique des Nations (CHAN) 2023 au Congo-Brazzaville. La liste a été dévoilé ce samedi 09 juillet 2022.

Pour cette première phase du stage qui devrait débuter d'ici le 15 juillet prochain, le sélectionneur des Léopards A' a choisi de faire appel à plusieurs noms bien connus du championnat national de la Vodacom ligue 1.

Il s'agit notamment de Issama Mpeko, Siadi Baggio, Glody Lilepo, Peter Mutumosi, Jean-Marc Makusu, Ngimbi Mvumbi, Ebunga Simbi, Jimmy Bayindula et autres.

Une autre liste de 28 joueurs qui seront retenus, interviendra incessamment après tests médicaux. Et du 22 au 31 juillet, il y aura des entraînements et matchs amicaux.

Ci-dessous, la liste de 63 joueurs présélectionnés

### Gardiens

Pululu Archimède  
Lomboto Hervé  
Mukawa Yves  
Siadi Baggio  
Mubobo Israël  
Lunanga Jackson  
Mukiese Kembo

### Défenseurs

Ebuela Steven  
Issama Mpeko  
Kasereka Apianome  
Masengo Godet  
Keva Mbemba  
Boka Issaka  
Luzolo Sita  
Ebunga Simbi  
Mangindula Henock  
Lita Demani  
Ikoye Iyembe  
Mondeko Zatu  
Beya Beya Hervé

### Milieux

Masasi Amédée  
Nsudi Christian  
Mukoko Tonombe  
Mika Michée  
Zemanga Soze  
Mutumosi Peter  
Mukonzi Jonathan  
Wango Mbabu  
Ngalumulume Bator  
Efoloko Nzulama  
Likonza Glody  
Ngimbi Mvumbi  
Kikassa Wamba  
Ebengo Ciel  
Tumba Exauce

### Attaquants

Bola Lobota  
Kinzumbi Philippe  
Lilepo Makabi  
Mpia Nzengeli  
Mbala Tshitani  
Likuta William  
Sapu Kasende  
Omwele Zeke  
Bayindula Kongo  
Kasongo Munani  
Butoto Kamana  
Ikangalombo Kapela  
Katembo Lwatsirene  
Masini Ndoofusu  
Mayamba Obed  
Tshal Musans  
Kabwe Wa Bantu  
Katulondi Katy  
Makusu Mundele  
Bossu Nzali  
Bakata John

## CHAN 2022 : un double derby en amical de préparation entre les deux Congo

Un double derby du pool Malebo se jouera, en amical, entre les deux Congo, en guise des préparatifs des éliminatoires du prochain Championnat d'Afrique des nations (CHAN) 2022 de football, a appris l'ACP, vendredi, des sources proches de la direction de communication de la Fédération congolaise de football (FECOFA).

Selon la source, cette double explication s'inscrit en ligne droite pour la préparation du onze national de la RDC, entraîné par Otis Ngoma Kondi, en prévision des deux matches des éliminatoires qu'il livrera contre les Sao Tomé et le Tchad, et suivant, le programme établi par ce technicien. Au regard de ce programme, le vendredi 15 juillet prochain, les Léopards A' de la RDC traverseront le fleuve Congo, par le beach Ngobila, à destination de Brazzaville, pour le début de leur stage, avant de se frotter, le 27 du même mois, contre les Diables rouges du Congo de cette catégorie, en amical.

Le 31 du même mois, les deux adversaires se retrouveront à Kinshasa, au stade des Martyrs de la Pentecôte pour l'acte 2 de cette rencontre ami-

cale de préparation.

Suivant le même programme concocté par le sélectionneur national, Otis Ngoma, un nouveau stage est envisagé à partir du 15 août prochain, dans un pays à déterminer.

Au sortir de cette mise au vert, les Léopards A' mettront cap vers le pays qui sera désigné, à cet effet, pour leur réception, le 28 août prochain, par les Sao du Tchad, contraints par la Confédération africaine de football (CAF) de se produire, en dehors de leur base, par manque de stade homologué. Les deux pays se retrouveront, le 4 septembre prochain, au stade des Martyrs de la Pentecôte, à Kinshasa, pour le match retour de ces éliminatoires du CHAN 2022 dont la phase finale se jouera en Algérie.

### Les Léopards contre le Qatar en Autriche

Après cette double confrontation, les Léopards A', qui auront, sans nul doute, obtenu leur visa qualificatif pour la suite de la compétition, se rendront à Vienne, capitale d'Autriche, pour une partie amicale, le 10 septembre 2022, contre le Qatar, sur invitation de ce dernier pays.

ACP/LRP

## The execution of the Congolese State budget as of June 30th, 2022 relatively satisfactory, according to the government

The execution of the Congolese State budget as of June 30th, 2022 is relatively satisfactory, indicates the conclusion of the second review of the government's economic program (PEG) supported by ECF.

According to a press release from the Ministry in charge of Finance received on Thursday at CPA, the Minister of State in charge of Budget Aime Boji and the Minister in charge of Finance Nicolas Kazadi, the Governor of the Central Bank of Congo (BCC), Mrs. Marie France Mulangu Kabedi as well as the resident representative of the International Monetary Fund (IMF) noted this conclusion during a press conference they hosted on Wednesday in Kinshasa. This performance, underlines the press release, is achieved in a context of fragility, marked at the international level by the effects of the war in Ukraine and at the national level by the effects of the war in the East of the country. The latter is consecutive to the mobilization of domestic revenues caused in particular by the improvement in the prices of mining products and the continuation of the government's efforts for the increased mobilization of public revenue.

Improving the quality of public expenditure, by making greater use of standard procedures in the public expenditure chain while reducing the level of emergency expenditure, is also to the credit of this performance.



use of standard procedures in the public expenditure chain while reducing the level of emergency expenditure, is also to the credit of this performance.

### The fallout from the second review

The same press release indicates that the fallout from this second review is first of all the immediate disbursement of USD 203 million in balance of payments support, which will strengthen the foreign exchange reserves at BCC ; the acceleration of the use of

SDRs with an additional disbursement of USD 211 million

for the Local Development Program of 145 Territories. It is also about the granting, on June 23rd, by the World Bank of a budget support of USD 250 million which would not have taken place without a formal program with IMF. The last budget support from this institution dates back to 2005.

In the same context, the source notes that the reforms that are currently underway will be continued and strengthened in several sectors, in particular the computerization of the revenue chain to strengthen the capacities

of financial authorities to mobilize revenue, the expansion of the tax base by introducing personal and corporate income tax and streamlining tax expenditures. The reform of the fuel price subsidy system, the supervision of public debt through a law, the rationalization and control of the wage bill, the fight against corruption, as well as the improvement of governance and transparency in the mining sector, is also one of the reforms envisaged.

### Concerning the monetary sector

The conclusion of the 2nd review gives the right to immediate drawdown of an amount of USD 203 million as balance of payments support. This financing will make it possible to further consolidate the level of the official reserves of the Republic.

The continued stability of the exchange rate remains the result of the coordination of actions taken by the government and the Central Bank in the conduct of budgetary policy and monetary policy, evidenced in particular by strict observance of the stability pact and the close monitoring of liquidity factors at BCC level.

ACP/LRP

## Rose Mutombo at the 6th Extraordinary Session of the "Specialized Technical Committee on Justice and Legal Affairs" in Addis Ababa

The Minister of State, Minister in charge of Justice and Keeper of the Seals, Rose Mutombo Kiese, chaired last Monday, the 6th extraordinary session of the "

vacancies that persist at the top of the Bureau pyramid following the lack of consensus on the designation of the two States to occupy the positions of President and First Vice-President,

position of the Bureau is finally complete.

At the end of this meeting, 35 Ministers of Justice of member countries adopted the draft amendments to the " Statutes of the African Center for Disease Control and Prevention " (ACCM), pending the implementation of all provisions of the said statutes for its optimal functioning.

The conclusions of this work, prepared upstream by the government experts, will reach the Permanent Representatives Committee, before being forwarded to the Executive Council which will be held on July 14th and 15th, in Lusaka, Zambia, indicated Rose Mutombo.

For her part, the Vice-Chairperson of the Commission, Dr. Monique Nsanjabaganwa, recalled that the efforts to strengthen CACM began with a call from the Heads of State and Government for the creation of an autonomous and stronger African center, capable of detecting any epidemic on the continent and reacting quickly in order to make our continent safer.

For her part, the President of the

Meeting of Government Legal Experts and Director of Cabinet of the Ministry in charge of Justice and Keeper of the Seals of DRC, Me Pelagie Ebeka, presented the report of the meeting which took place on June 28th and 29th, 2021.

In particular, she pointed out that some of the widely debated issues, including the reinstatement of STC on health, population and the fight against drugs in the governance structure of CACM, will be submitted to STC on health, through the reports to be submitted every two years.

The objective of this session was to examine the legal instrument of the draft amendment of the Statutes of the African Center for Disease Control and Prevention.

CTS-JLA is composed of Ministers of Justice and Attorneys General or Keepers of the Seals, Ministers of Human Rights, Constitutionalism and Rule of Law or any other minister or authority duly accredited by government's member states, we are told.

ACP/LRP



Specialized Technical Committee on Justice and Legal Affairs" (CTS-JLA) in hybrid format in Addis Ababa, Ethiopia, CPA of the said ministry learned on Thursday.

" These meetings are taking place in a particular context because of the

devolved respectively to the northern and eastern regions ", declared the Minister of State, in her speech for the occasion.

This is why the Minister of State encouraged the two regions concerned to favor consensus, so that the com-

Pendant que Kamerhe et Jammal ont été blanchis dans l'affaire des maisons préfabriquées

## La Tanzanie menace de les vendre aux enchères

Après l'acquiescement de Vital Kamerhe, ancien directeur de

traversé. A cela s'ajoutent d'importants frais d'entreposage et des pé-

destination finale. Par ailleurs, le sort

de celles montées au camp Tshasti à Kinshasa n'est toujours pas connu. En effet, il y a quelques mois, lors d'une visite du site où ces montées sont montées, le ministre de l'Urbanisme et Habitat avait déploré le manque d'étude du sol avant les travaux de posage de ces maisons. Pius Mwabilu avait indiqué qu'elles sont posées sur du sable mouvement dans un site très mal aménagé.

Si du côté de la Primature, on assure que le Premier ministre est préoccupé par cette question et le dossier est " en cours de traitement au ministère des Finances " pour une solution idoine, la grande question reste celle de savoir pourquoi avoir laissé passer tous ces temps avant de songer à lever ces conteneurs dans les deux ports étrangers où ils sont entreposés ? Aujourd'hui, non seulement il faudra, outre la douane, payer les frais d'entreposage ainsi que des pénalités. Au finish, l'Etat congolais aura à payer des sommes d'argent qu'il aurait pu éviter de déboursier si ces cargaisons avaient été levées à temps imparti. Encore une fois, ça sera de l'argent jeté par la fenêtre.

LRP



Les conteneurs dans lesquels se trouvent les maisons fabriquées destinées à la RDC sont devenus encombrants pour les autorités portuaires tanzaniennes (image d'illustration) © CC0 Pixabay/Michael Gaida

cabinet du président Félix Tshisekedi et son co-accusés Samil Jammal, des questions se posent sur les fonds décaissés par l'Etat et les maisons préfabriquées pour lesquels ils avaient été condamnés, il y a tout juste deux ans, en première instance à 20 ans de travaux forcés. Les cargaisons existent bel et bien, comme ne cessait de clamer l'homme d'affaires libanais, mais moisissent dans plusieurs ports notamment en Tanzanie et en Angola. Les autorités portuaires du port de Dar-Es-Salaam en Tanzanie menacent de les vendre aux enchères. Ces maisons avaient été commandées pour des militaires et policiers. La cargaison abandonnée en Tanzanie étaient destinées à la ville de Bukavu, dans le Sud-Kivu.

Ces conteneurs qui semblent abandonnés sont devenus encombrants pour les autorités portuaires tanzaniennes. Malgré de multiples correspondances envoyées au gouvernement congolais, personne ne s'est présentée pour réclamer les 216 conteneurs, avons-nous suivi sur les ondes de RFI ce dimanche 10 juillet.

Ils sont bloqués depuis 2020 dans les entrepôts du district de Ubungu à Dar es Salaam. Fin juin, ajoute la radio mondiale, le consulat de la Tanzanie pour la région du Katanga a saisi la gouverneure de la province du Luabala. Dans la correspondance que nous avons consultée, le consulat fait part de la décision des autorités portuaires de leur mise en vente, " vu qu'aucune entité ne fait suite à leur entreposage ".

Les droits de douane afférents n'avaient pas été payés par l'Etat congolais, ni la société Samibo Congo de l'homme d'affaires libanais Samih Jammal qui avait gagné le marché con-

nalités de deux années. RFI a fait état des sommes colossales. Et il n'y a pas que ces cargaisons, d'autres conteneurs sont bloqués par les services de douanes au port de Lobito en Angola et à Matadi en RDC.

Côté congolais, des sources proches du Premier ministre assurent que le dossier est " en cours de traitement au ministère des Finances ", ce que RFI n'a pu vérifier.

Après l'acquiescement de Vital Kamerhe, toutes les parties devaient se rencontrer pour tirer les conséquences du procès, et donc décider du sort des conteneurs, disent les avocats. Ce qui jusqu'ici n'a pas été fait.

Pour Billy Kambale, le secrétaire général du parti de Kamerhe, l'Union pour la nation congolaise (UNC) c'est un développement qui renforce l'innocence de l'ancien directeur de cabinet du président. " C'était un procès qui avait pour but de fragiliser l'élan qu'allait prendre le programme d'urgence des 100 jours. C'est clair que si ce programme avait été réalisé surtout dans son volet maisons préfabriquées, Tshisekedi aurait fait en deux ans ce que Mobutu n'a pas réussi en 32 ans ", estime-t-il.

### De l'argent jeté par la fenêtre ?

Dans son édition d'informations de ce dimanche, RFI a parlé des fonds colossaux décaissés par le Trésor public pour l'achat des maisons préfabriquées. Deux ans après le procès, personne ne semble être pressée pour récupérer ces maisons avant qu'elles ne se gâtent. L'on se rappelle que M. Samil Jammal avait déclaré qu'il appartenait à l'Etat congolais de payer la douane ainsi que les frais de transport pour leur acheminement vers la

## RDC : la SCTP reprend le trafic fluvial sur plusieurs axes dès ce lundi

La Société congolaise des transports et ports (ex-ONATRA) reprend, ce lundi 11 juillet, le trafic fluvial entre Kinshasa-Brazzaville, Kinshasa-Mbandaka-Kisangani, après plusieurs années d'interruption.

Le sous-directeur du département

gani

Armand Ossase a demandé aux clients de visiter leurs bureaux déjà ouverts. La SCTP dit avoir disponibilisé, pour la ligne Mbandaka, deux barges cargos pour les marchandises et deux autres pour Kisangani,



Photo: John Bompeno

des ports et trafic fluvial, Armand Ossase, l'a annoncé samedi à Kinshasa, au cours d'un point de presse.

" Ça commence à partir de ce lundi. Je vous rassure la reprise du trafic Kinshasa-Brazzaville, Kinshasa Mbandaka et Kinshasa Kisangani. Et, c'est avec cargo marchandises sur toutes les lignes. Nous avons le MB Luberon pour Kisangani et le MB Nounoungou pour Mbandaka. Ça sera à un bon prix, un prix gagnant-gagnant ", a-t-il dit.

Début du balisage du fleuve Congo sur le bief Bumba-Kisan-

en plus des barges pour passagers.

" Je fais un appel de mobilisation à tous les commerçants, tant de Kinshasa, que de Brazzaville, parce qu'à partir de lundi, nous sommes prêts ", a poursuivi le sous-directeur du département des ports et trafic fluvial.

Armand Ossase a par ailleurs expliqué que cette reprise sera effective après que la SCTP a réhabilité ses bateaux : MB Luberon et MB Nounoungou. Il a ensuite sollicité l'assistance du gouvernement pour renouer, dans les jours à venir, avec la ligne du Kasai.

RO/LRP